

Comité d'Entreprise de TIGF  
Les Organisation Syndicale de TIGF  
FO – CFDT – UNSA SICTAME- CGT  
40, avenue de L'Europe  
64000 Pau

Monsieur Philippe de LADOUCETTE  
Président de la Commission de  
Régulation de l'Energie  
2, rue du Quatre Septembre  
75 084 PARIS CEDEX 02

Pau, le 15 septembre 2016

**Envoi par mail et Recommandée avec A.R.**

**Objet : Consultation publique sur les principes de tarification de l'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel- ATR T6**

Monsieur le Président,

Une consultation publique est actuellement organisée sur des orientations décrites dans votre document du 27 juillet 2016 portant sur « le prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et TIGF ».

Un rapport d'audit de PÖYRY Management consulting est joint à votre consultation publique, rapport pris pour référence en tant que « recommandations Pöyry » dans certaines parties du document de la CRE.

Dans ce cadre, et après avoir pris connaissance de ces documents, et s'être appuyé sur un cabinet d'expertises financière et juridique, le Comité d'Entreprise de TIGF, à l'unanimité de sa délégation salariale, et les Organisations Syndicales représentatives de TIGF ont décidé de participer pour vous indiquer leurs réflexions.

Nous avons indiqué nos inquiétudes au Directeur Réseau de la CRE, par courrier du 13 juillet 2016, sollicitant un rendez-vous, qui s'est tenu le 9 septembre 2016 à la CRE, avec les Délégués Syndicaux de TIGF et la représentation du CE de TIGF.

**Notre démarche et notre inquiétude sont essentiellement orientées sur la question 20 : Que pensez-vous des fourchettes des charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?**

Lors de la rencontre du 9 septembre, nous avons souligné un certain nombre de constats sur le rapport Pöyry servant de référence à votre réflexion :

La CRE affiche un ajustement des OPEX nettes y compris Energie de 28M€ cumulés sur la période 2017-2020, Cet ajustement porte essentiellement sur les postes personnels et moyens communs : 22.7 M€.

Mais en réalité l'ajustement des OPEX Brutes s'élève à près de 40M€ (page 12 du rapport Poyry).

Les montants de l'ajustement indiqués dans le rapport Poyry page 12 ne correspond pas à la somme des 4 sous poste des charges de personnel et moyens communs : Charge de personnel, Capitalisation, moyens communs, reversement frais de fonctionnement.

**Sur ces constats, nous estimons que la fourchette basse issue du rapport Pöyry et reprise dans votre consultation, si elle devait être retenue, aurait des conséquences à la fois industrielles et sociales particulièrement préoccupantes :**

Sur le poste personnel, les engagements sociaux (statuts du personnel, accords de prévoyance, mesures salariales collectives et individuelle) ne pourraient pas être tenus, même dans la période actuelle de faible inflation, qui ne peut être, en aucun cas, une référence.

Le CE et Les OS de TIGF demandent que soit prévue une trajectoire de ce poste intégrant toutes les composantes sociales permettant le maintien d'un socle sociale de haut niveau, hors augmentations d'effectifs.

**Sur le poste moyens communs, nous sommes stupéfaits des préconisations de Poyry sur :**

Les ajustements prévus sur la convention de service, qui tient à l'organisation juridique du Groupe TIGF, sous entendrait une remise en question de cette organisation, dont le Comité de Groupe et le Comité d'Entreprise de TIGF ne seraient pas informés ?

La communication, avec un considérable ajustement à la baisse de 1.4M€ sur chaque année de la période tarifaire, ce qui apparaît en totale contradiction avec la stratégie de TIGF de faire valoir les atouts de l'énergie du gaz naturel et les futurs gaz, valoriser ces énergies, qui ont toute leurs places dans un futur mix énergétique. Par ailleurs, TIGF est un transporteur qui doit s'inscrire pleinement dans la stratégie européenne gazière. C'est un acteur incontournable dans l'approvisionnement du gaz au-delà de ses frontières, et nous refusons la perspective d'un cantonnement sur sa zone historique qui le desservirait pour assurer pleinement son rôle.

**Sur les effectifs de TIGF :**

Le rapport Pöyry affirme page 43 et 44, des positions que nous contestons fortement sur la forme et sur le fond :

Le rapport établit un lien direct entre le montant des investissements et l'effectif, qui est très contestable sur le principe, sachant qu'au contraire, les investissements réalisés provoquent inévitablement, pour mener à bien la mission de service public de TIGF, de se gréer d'effectifs dans tous les services de l'entreprise (exploitation, intégrité, maintenance, supports etc..)

Le rapport affiche un calcul de variation proportionnel de l'effectif global de l'entreprise (paragraphe 2 de la page 44), qui n'a pas de sens, car le besoin humain de tel ou tel projet ne dépend pas uniquement du montant de l'investissement, mais aussi de sa complexité, des compétences déjà présentes ou non dans l'entreprise. De plus, des projets plus ou moins modestes, assurant entre autres la sécurité des réseaux de transport sont chronophages en rapport de leurs montants, car soumis à des procédures administratives réglementaires obligatoires.

**Plus préoccupant, l'arrêt ou le report d'un projet ne peut pas être une justification suffisante légalement pour supprimer ou diminuer des postes aux bornes de l'effectif global de l'entreprise.** Sur ce point, le CE et les Organisation syndicale de TIGF demandent instamment à la CRE le retrait de cette logique de diminution de poste sur les bases exposées, qui nous apparaissent contraires à la Loi Française en matière de justification d'ajustement des effectifs globaux.

**Sur les gains de productivité de la future trajectoire des OPEX :**

Sur la forme, nous déplorons fermement que ces objectifs et ces perspectives soient invisibles dans le cadre d'une consultation publique car ils pourraient, affecter le corps social de l'Entreprise et la qualité du service.

Une incitation associée à une trajectoire des OPEX insuffisante, pourrait avoir de graves conséquences, sur le climat social, la qualité et les conditions de travail des salariés, ainsi que des contrats de prestations de service contractés par TIGF.

**En complément à nos réflexions sur la question 20, nous apportons un avis à la question 6 de votre consultation Publique :**

L'impact de l'incitation à la maîtrise des coûts d'investissement hors réseaux a été identifié dans l'audit Pöyry particulièrement sur les SI de gestion mais aussi de l'immobilier et des véhicules. Ceci rajouté aux contraintes annoncées sur les OPEX, cumule l'effet sur les conditions de travail des salariés.

**En conclusion, Le CE de TIGF attire donc très solennellement l'attention de la CRE et de son Président :**

- Sur des objectifs OPEX et de trajectoires de productivité à des niveaux insuffisants :
  - qui pourraient affecter les conditions de travail et de rémunération du personnel et des entreprises sous traitantes, ainsi que l'emploi avec comme conséquence la dégradation du climat social, la perte de motivation, sans compter l'incompréhension totale des femmes et des hommes de l'Entreprise qui œuvrent, avec une productivité déjà extrêmement accrue par rapport aux années précédentes.
  - pouvant affecter le niveau de maintenance, de sécurité , de disponibilité et d'intégrité de l'outil industriel actuel et futur, ce qui pourrait conduire, à terme, à une dégradation du Service Public et de la sécurité,
- Sur une logique d'ajustement des effectifs, contenue dans le rapport Poyry, que nous contestons vivement,
- Pourquoi demain, envisager d'augmenter encore la productivité du personnel sans aucune perspective de reconnaissance, prendre des risques sociaux, pour un bénéfice de gain au consommateur final plus qu'utopique, alors que le coût du transport représente seulement 7.5% du coût global au consommateur final (source rapport annuel 2015- CRE) ?
- La CRE envisage de fixer le cout moyen pondéré du capital entre 4.75% et 5.5%. A ce stade il est inenvisageable d'avoir des taux en dessous du CMPC de l'ATRD5 quand on considère que les investissements du transport se réalisent avec des conditions règlementaires et administratives beaucoup plus contraignantes que celles de la distribution.

Nous espérons que nos réflexions permettront de nourrir votre analyse sur les conséquences de vos décisions qui pourraient impacter la bonne marche de l'Entreprise, son développement, la motivation des femmes et des hommes qui la compose et par la même, la qualité du Service Public qui a été démontré par TIGF depuis des dizaines d'années.

Le soutien à l'énergie du gaz et des gaz qui pourront être acheminés par TIGF, dans le cadre de la transition énergétique doit être affirmé et soutenu par la CRE, afin que la motivation du personnel et les moyens de TIGF soient à la hauteur des enjeux d'avenir de notre industrie.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à nos respectueuses salutations,

Pour le Comité d'Entreprise de TIGF,  
Le Secrétaire

**Christophe Le Cornec**

**Pour les Organisations Syndicales de TIGF**

**FO**

**CFDT**

**UNSA SICTAME**

**CGT**

**Patrick Mathieu**

**Yves Freyssinier**

**Frédérique Braguier**

**Serge Marcadier**

**Copies :**

M. le Directeur Général de TIGF

Membres du CE